

A propos d'“un pèlerinage à l'école de rang”

(suite)

Et voilà! La Province de Québec rurale est arriérée, elle est quasi dans les ténèbres de l'ignorance. Si les campagnes se désertent — malheur dont souffrent tous les pays du monde, surtout depuis la grande guerre — c'est la faute de l'école rurale, de l'école du rang. La désertion des campagnes est un fait économique plutôt qu'un fait scolaire. Le R. P. Lamarche, O. P., l'a bien démontré dans sa conférence donnée à la Semaine Sociale de Saint-Hyacinthe. Après avoir démontré la nécessité d'une enquête sur la désertion des campagnes et suggéré un questionnaire *ad hoc*, le P. Lamarche ajoute :

Après une investigation de ce genre en Basse-Normandie, on a découvert que l'intensité de l'exode rural suivait exactement le déclin de la culture du chanvre et du colza et des industries locales empruntant à cette double culture leur matière première. Chez nous le discrédit patent du mil et du trèfle a suffi pour décourager un grand nombre de cultivateurs qui laissent s'entasser inutilement dans leurs granges la récolte de deux ou trois années. Il eut fallu les engager sans retard, malgré leur intime répugnance, dans la culture maraîchère intensive, en mettant à leur portée les moyens nécessaires d'exploitation. Pour se convaincre que c'était bien, alors comme aujourd'hui, le remède approprié, il n'y a qu'à jeter les yeux sur la péninsule d'Essex où un si grand nombre de nos compatriotes parviennent à s'enrichir, en bornant leur effort à la culture de la tomate, du radis, de la betterave ou du maïs. Chaque paroisse du comté offre une spécialité maraîchère pour laquelle on utilise assez souvent la main-d'œuvre féminine; tandis qu'une fabrique de conserves établie sur place permet l'exportation directe et occasionne un surcroît d'activités. Je suis persuadé pour ma part, et l'opinion prévaut qu'une pareille culture, répandue dans notre province avant que notre grand commerce d'épicerie ne tombe tout à fait, pourrait, en diminuant la concurrence, forcer le marché intérieur sans préjudice d'une exportation convenable à l'étranger. De ce grave item dépend en partie le *renouveau des campagnes* et la prospérité commune du Canada français.

Est-ce le rôle de l'école primaire rurale de se faire *spéciale* avec des enfants de 5 à 14 ans et de régler le problème économique qui relève de l'Etat, de l'enseignement agricole supérieur et des cultivateurs eux-mêmes.

Cela n'empêche l'école rurale (et elle doit, au risque de manquer à sa mission) de créer chez elle une atmosphère champêtre en orientant dans la mesure possible, les matières du programme vers les choses de la campagne: le programme officiel le veut et ce mouvement opportun est depuis longtemps déclenché.

Dans son *Manuel de Pédagogie*, Mgr Ross dit: “L'école primaire n'est pas une école professionnelle et ne doit pas l'être. Aucune matière ne doit lui enlever le caractère qui lui est propre. L'enseignement de l'agriculture ne comporte ni surcharge de programme, ni achat de livres, ni théories scientifiques, ni

apprentissage des travaux de la ferme. C'est mieux qu'une *science* à enseigner, c'est une *noblesse* à exalter, une *beauté* à faire admirer, un *amour* à communiquer”.

S'adressant à son clergé, S. G. Mgr Courchesne, dans une circulaire assez récente, traite de la question agricole, “question sociale qui prime toutes les autres”. Mgr de Rimouski, après avoir envisagé cette question au point de vue moral, indique le rôle de chacun vis-à-vis de l'agriculture: l'individu, la famille, l'école, le curé. Parlant de l'école primaire, Mgr Courchesne, comme Mgr Ross, lui assigne un rôle purement éducatif et non professionnel. “Il y a toute une atmosphère à créer autour de l'âme du jeune rural, pour qu'elle trouve à s'y épanouir et prenne plaisir à s'y enraciner”. Et comme le programme de nos écoles l'indique, Mgr Courchesne conseille de faire servir les matières de la langue maternelle, l'arithmétique, les leçons de choses, etc., etc., à la création d'une atmosphère rurale à l'école primaire de la campagne.

Depuis vingt-cinq ans, *L'Enseignement Primaire*, dans chacune de ses livraisons, se fait un devoir de fournir au personnel enseignant des dictées, analyses, récitations, leçons de choses et problèmes se rapportant aux choses agricoles, à la vie rurale.

Mais voyons ce qui se passe en France. Là aussi la désertion des campagnes est à l'ordre du jour.

La grande Commission d'organisation et de perfectionnement de l'enseignement de l'agriculture, nommée en 1905 par le gouvernement français et présidée par M. Méline, formulait l'avis suivant: “La Commission estime qu'il ne s'agit pas de donner à l'école communale un enseignement didactique de l'agriculture proprement dite, enseignement qui serait peu en rapport avec l'âge et la préparation des enfants. Elle a pensé que le rôle de l'instituteur devrait être, plus particulièrement pour cet objet spécial, un rôle d'éducateur (4)

Feu M. Lapie, ancien directeur de l'Enseignement primaire en France, l'a naguère démontré: en France (comme ailleurs) “la désertion des campagnes ne tient pas tant à la psychologie des individus qu'à des causes sociales. (5)”. Jean Claude, dans un récent numéro de *L'Ecole et la Vie*, traitant des instituteurs ruraux dit:

Il ne faut point compter sur l'Ecole primaire pour donner aux enfants cette science agricole qui manque à leurs parents.

Les enfants sont trop jeunes, et puis ce n'est pas là son rôle. Qu'elle s'adapte à la région; qu'elle dirige l'attention des élèves vers les choses qui l'entourent, et, en particulier à la campagne, vers la terre et les travaux des champs, rien de mieux, nous l'avons dit; mais qu'elle se transforme en école professionnelle, non pas. C'est là le rôle des écoles de second degré des coeurs d'adultes.

(4) Rapport de la Commission des finances (Budget du Ministère de l'Instruction publique) document No 613, par M. Ducos, député, Paris 1928.

(5) *L'Ecole et la Vie*.